

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est | AR930 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Cynthia Tardif, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 18 novembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Fonds local d'investissement	34
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	36
Excédent (déficit) accumulé	37
Avantages sociaux futurs	41

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	48
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Municipalité régionale de comté de Lac-Saint-Jean-Est (ci-après « la MRC »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MRC au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité régionale de comté a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière aux 31 décembre 2024 et 2023. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations aux 31 décembre 2024 et 2023, au déficit accumulé aux 1^{er} janvier 2024 et 2023 et aux 31 décembre 2024 et 2023 ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité régionale de comté conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MRC inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la MRC à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la MRC de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la MRC.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la MRC;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la MRC à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la MRC à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Éric Gagnon, CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A128909
Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Chicoutimi, le 18 novembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	9 568 703	9 726 889	9 027 515
Transferts	4	7 372 992	10 386 746	8 869 583
Services rendus	5	1 563 223	1 467 961	1 568 241
Imposition de droits	6	2 500	5 625	2 900
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	550 227	1 278 168	1 149 999
Autres revenus	10	7 622 856	9 632 428	8 733 316
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 680 501	32 497 817	29 351 554
Charges				
Administration générale	14	2 511 220	2 613 336	2 332 681
Sécurité publique	15	75 579	102 676	306 076
Transport	16	766 286	784 217	634 283
Hygiène du milieu	17	18 845 805	21 069 101	17 939 246
Santé et bien-être	18	199 434	357 711	213 386
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 646 198	6 803 031	5 560 383
Loisirs et culture	20	109 164	118 153	92 449
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	209 804	210 456	229 374
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	27 363 490	32 058 681	27 307 878
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(682 989)	439 136	2 043 676
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		28 729 902	26 686 226
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		28 729 902	26 686 226
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		29 169 038	28 729 902

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 051 330	13 752 887
Débiteurs (note 5)	2	6 754 190	7 316 183
Prêts (note 6)	3	1 973 054	2 241 071
Placements de portefeuille (note 7)	4	12 231 653	11 757 191
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	34 010 227	35 067 332
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 877 178	4 713 137
Revenus reportés (note 11)	12	5 155 556	3 911 955
Dette à long terme (note 12)	13	12 089 387	12 769 988
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	10 680 318	10 087 025
	16	32 802 439	31 482 105
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 207 788	3 585 227
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	27 989 127	25 010 515
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	50 590	57 046
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	59 249	77 114
	23	28 098 966	25 144 675
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	29 306 754	28 729 902
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	29 169 038	28 729 902
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	137 716	
	27	29 306 754	28 729 902

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(682 989)	439 136	2 043 676
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 984 520)(	1 276 633)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	133 125	2 889 351	2 623 966
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	133 125	(3 095 169)	1 347 333
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		6 456	(5 392)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		17 865	127 261
	13		24 321	121 869
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		137 716	
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		116 557	(250 127)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(549 864)	(2 377 439)	3 262 751
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		3 585 227	322 476
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		3 585 227	322 476
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 207 788	3 585 227

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	137 716
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	137 716
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	137 716

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	439 136	2 043 676
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 889 351	2 623 966
Autres			
▪ Divers éléments	3.1	345 287	(250 340)
	4	3 673 774	4 417 302
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	561 993	(897 710)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	757 334	239 290
Revenus reportés	8	1 243 601	(429 745)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	6 456	(5 392)
Autres actifs non financiers	12	17 865	127 261
	13	6 261 023	3 451 006
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	5 984 520)(	1 276 633)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 984 520)	(1 276 633)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	254 629)(	516 453)
Remboursement ou cession	20	431 632	660 803
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	474 462)(	815 508)
Cession	22		
	23	(297 459)	(671 158)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		1 437 876
Remboursement de la dette à long terme	25 (	680 601)(	1 078 564)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	(680 601)	359 312
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(701 557)	1 862 527
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	13 752 887	11 890 360
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	13 752 887	11 890 360
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	13 051 330	13 752 887

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité régionale de comté a été constituée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité régionale de comté, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité régionale de comté. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité régionale de comté des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité régionale de comté participe au partenariat suivant dans la proportion indiquée :

- Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean (ci-après « RMR ») : 48,43 % (48,72 % en 2023).

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité régionale de comté doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité régionale de comté pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité régionale de comté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs*Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité régionale de comté à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la municipalité régionale de comté comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	Périodes
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité régionale de comté de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus*Constatation des revenus*

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité régionale de comté est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS-FTQ). Elles sont amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de ces dettes.

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité régionale de comté a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité régionale de comté a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Mesures d'allègement fiscal transitoires :
 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité régionale de comté comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité régionale de comté sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements de portefeuille en fonds communs de placement qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements de portefeuille en fonds communs de placement sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La municipalité régionale de comté détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Fonds réservés

La municipalité régionale de comté régionale de comté (MRC) a contracté un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, constitués de prêts octroyés par FLS-FTQ dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La MRC a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La MRC utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité régionale de comté a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité régionale de comté remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité régionale de comté a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité régionale de comté doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité régionale de comté détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité régionale de comté.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	9 665 760	10 552 887
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	3 385 570	3 200 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	13 051 330	13 752 887
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	13 051 330	13 752 887
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 770 156	6 919 936
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Le solde de fonds de caisse et dépôts à vue comprend un montant total de 660 736 \$ (641 447\$ en 2023) provenant de comptes bancaires portant intérêt à 2,75 % (3 % en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les placements à court terme portent intérêt à des taux variant de 3,55 % à 3,70 % et viennent à échéance en novembre 2025.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives au FLI, au fonds de roulement et à d'autres revenus reportés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 212 389 \$ (224 236 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 565 252 \$ (565 930 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 503 185	4 948 340
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	519 106	156 351
Organismes municipaux	13	1 341 808	907 506
Autres			
▪ TPI, LET, intérêts, centre tri	14.1	1 390 091	1 303 986
	15	6 754 190	7 316 183
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	382 356	205 087
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	3 120 829	4 743 253
	27	3 503 185	4 948 340

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	1 973 054	2 241 071
Autres			
▪	30.1		
	31	1 973 054	2 241 071
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	173 567	82 552

Note

Voir pages S20.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	13 500	13 500
Autres placements	34	8 717 400	11 743 691
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36	3 500 753	
	37	12 231 653	11 757 191
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	3 500 106	2 973 951
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	12 500	12 500

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 4,25 % à 5,05 % annuellement (4,15 % à 5 % au 31 décembre 2023) et échéant à différentes dates jusqu'en avril 2028.

Les sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille d'un montant de 3 500 106 \$ sont détenues par le biais d'une Fiducie du fonds de gestion post-fermeture de la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean pour couvrir les coûts de post-fermeture du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La RMR dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 200 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 % et renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 846 281	2 583 870
Salaires et avantages sociaux	44	612 280	524 483
Dépôts et retenues de garantie	45	248 785	354 926
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	47.1	55 181	41 404
▪ Organismes municipaux	47.2	1 038 211	1 130 081
▪ Intérêts courus sur la dette	47.3	76 440	78 373
	48	4 877 178	4 713 137

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	980 238	1 346 249
Accès entreprise Québec	52		110 113
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	247 990	230 388
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ TPI	62.1	1 089 852	1 268 739
▪ Transferts	62.2	626 356	651 723
▪ FRR - Volet 3	62.3	943 110	
▪ FRR - Volet 4 et gestion des actifs	62.4	150 000	200 000
▪ FDT	62.5	77 846	104 743
▪ Plan climat	62.6	1 040 164	
	63	5 155 556	3 911 955

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	4,90	2026	2029	64	7 430 281	8 066 471
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2026	2032	66	4 376 066	4 376 066
Organismes municipaux	1,79	1,79	2026	2026	67	283 040	327 451
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	12 089 387	12 769 988
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	12 089 387	12 769 988

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	597 626		43 732	641 358
2026	74	5 770 289		762 984	6 533 273
2027	75	73 323		373 691	447 014
2028	76	856 388		373 691	1 230 079
2029	77	132 262		373 691	505 953
2030 et plus	78			2 731 710	2 731 710
	79	7 429 888		4 659 499	12 089 387
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	7 429 888		4 659 499	12 089 387

Note**13. Avantages sociaux futurs**

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	168 771
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	25 340
	90	194 111

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	10 680 318	10 087 025
Autres			
▪	93.1		
	94	10 680 318	10 087 025
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	10 087 025	9 751 523
Passifs engagés	96	1 290 957	1 326 957
Passifs réglés	97	(697 664)	(991 455)
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	10 680 318	10 087 025

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la municipalité régionale de comté concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

- Sites d'enfouissement :

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	De 2,25 % à 4 %
Période d'actualisation	De 20 à 25 ans
Taux d'inflation	2,25 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	0 ans
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	De 20 à 25 ans

Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La municipalité régionale de comté devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il n'était pas prévu que des avantages économiques futurs soient abandonnés en raison de la nature de la contamination et de l'emplacement des sites.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	2 353 385		13 911	2 339 474
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	33 472 740	1 312 617	144 050	34 641 307
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 135 803	135 018	14 861	4 255 960
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	274 258	60 316	27 473	307 101
Ameublement et équipement de bureau	109	795 780	5 297	2 032	799 045
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 735 104	146 407	27 233	5 854 278
Terrains	111	539 389		2 034	537 355
Autres	112	2 594 326	145 918	15 336	2 724 908
	113	49 900 785	1 805 573	246 930	51 459 428
Immobilisations en cours	114	2 071 691	4 178 947	12 247	6 238 391
	115	51 972 476	5 984 520	259 177	57 697 819
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 041 822	114 385	6 159	1 150 048
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	17 569 729	1 950 104	75 314	19 444 519
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 401 451	149 228	8 568	2 542 111
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	230 050	24 707	27 212	227 545
Ameublement et équipement de bureau	124	646 308	55 148	1 741	699 715
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 981 993	351 651	17 179	4 316 465
Autres	126	1 090 608	244 128	6 447	1 328 289
	127	26 961 961	2 889 351	142 620	29 708 692
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	25 010 515			27 989 127
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances payées d'avance	143.1	59 249
Autres		77 114
▪	144.1	
	145	59 249
		77 114

Note**19. Obligations contractuelles****1. Contrat d'exploitation partielle - Service d'évaluation**

Contrat d'une durée cinq ans expirant le 30 juin 2029 concernant l'exploitation partielle du service d'évaluation. Le solde de cet engagement au 31 décembre 2024 est de 2 169 238 \$. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochaines années, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 2,5 % sont les suivants :

- Pour 2025 : 403 592 \$
- Pour 2026 : 425 199 \$
- Pour 2027 : 435 829 \$
- Pour 2028 : 446 725 \$
- Pour 2029 : 457 893 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2. Protocole d'entente - Traitement du lixiviat du lieu d'enfouissement sanitaire

Entente signée avec la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean relative à l'exploitation du système de traitement du lixiviat du lieu d'enfouissement sanitaire. Par cette entente, la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean s'engage à exploiter ce système en contrepartie du paiement, par la MRC, des coûts qu'elle aura réellement encourus. Cette entente se renouvelle d'elle-même à moins qu'une des deux parties désire y mettre un terme. Cet engagement représente une dépense annuelle d'environ 55 000 \$, laquelle est financée par le budget de fonctionnement de la MRC.

3. Contrat - Assurances collectives

Contrat échéant le 31 mars 2027, à SSQ Groupe Financier concernant les protections d'assurances collectives des employés de la MRC suite à un appel d'offres de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) regroupant plusieurs organismes municipaux. Au 31 décembre 2024, le solde de cet engagement est de 525 879 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochaines années estimés sont les suivants :

- Pour 2025 : 222 917 \$
- Pour 2026 : 242 370 \$
- Pour 2027 : 60 592 \$

4. Engagements contractés envers divers organismes

La MRC a contracté des engagements financiers envers divers organismes du milieu œuvrant dans les domaines du développement économique, touristique ainsi que communautaire, et ce, pour un montant total de 1 238 686 \$.

Les paiements minimums exigibles de ces engagements pour les prochains exercices se chiffrent comme suit :

- Pour 2024 : 548 502 \$
- Pour 2025 : 278 584 \$
- Pour 2026 : 185 800 \$
- Pour 2027 : 185 800 \$
- Pour 2028 : 40 000 \$

5. Entente - Développement Économique Alma Lac-Saint-Jean

Entente d'une durée d'un an avec Développement Économique Alma Lac-Saint-Jean expirant le 31 décembre 2025. Par cette entente, la MRC délègue à cet organisme la mission de favoriser la réalisation de certaines mesures de développement local et régional. Au 31 décembre 2024, le solde de cet engagement se chiffre à 1 288 359 \$.

6. Engagements de la RMR auxquels la MRC participe à 48,43 %

A) Contrat - Enlèvement des ordures ménagères et des matières recyclables dans la MRC Lac-Saint-Jean-Est

Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 30 septembre 2025. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 2 802 898 \$. Le paiement minimum exigible de la prochaine année, estimé avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, est le suivant :

Pour 2025 : 2 802 898 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Contrat - Enlèvement des ordures ménagères et des matières recyclables dans les MRC Domaine-du-Roy et Maria-Chapdelaine

Contrat d'une durée de six ans expirant le 30 septembre 2025. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 2 545 059 \$. Le paiement minimum exigible de la prochaine année, estimé avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, est le suivant :

Pour 2025 : 2 545 059 \$

C) Contrat - Collecte des boues de fosses septiques dans le secteur nord-ouest du Lac Saint-Jean

Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 31 décembre 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 687 267 \$. Les paiements minimums exigibles des deux prochaines années, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

Pour 2025 : 338 555 \$

Pour 2026 : 348 712 \$

D) Contrat - Collecte des boues de fosses septiques dans le secteur sud-est du Lac Saint-Jean

Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 31 décembre 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 786 288 \$. Les paiements minimums exigibles des deux prochaines années, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

Pour 2025 : 387 334 \$

Pour 2026 : 398 954 \$

E) Compensation à la Municipalité de Saint-Bruno-du-Lac-Saint-Jean et la Municipalité de Hébertville-Station

Entente sur la durée de vie du site d'enfouissement de Hébertville-Station pour la compensation sur le tonnage enfoui ou traité.

La compensation pour la Municipalité de Saint-Bruno-du-Lac-Saint-Jean est de 1,50 \$ par tonne et pour la Municipalité de Hébertville-Station est de 1,80 \$ par tonne pour 2025.

Le taux d'indexation de cette compensation est d'un maximum de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 447 060 \$ pour l'exercice 2024 pour les deux municipalités.

F) Compensation à la Municipalité de Larouche

Entente sur la durée de vie du site d'enfouissement de Hébertville-Station pour la compensation sur le tonnage enfoui ou traité provenant du Saguenay.

La compensation pour la Municipalité de Larouche est de 1,13 \$ par tonne pour 2025. Le taux d'indexation de cette compensation est d'un maximum de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 97 221 \$ pour l'exercice 2024 pour cette municipalité.

G) Bail locatif des bureaux administratifs

La Régie a contracté un bail locatif d'une durée de trois ans expirant le 30 septembre 2027. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 464 799 \$. Les paiements minimums exigibles des trois prochaines années, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

Pour 2025 : 164 043 \$

Pour 2026 : 168 964 \$

Pour 2027 : 131 792 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Entente intermunicipale de redevance sur collecte ICI du lieu d'enfouissement technique de Hébertville-Station

L'entente prévoit une redevance sur les revenus nets de collecte des matières commerciales provenant des territoires de la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et de Ville de Saguenay. L'Entente est d'une durée de dix ans échéant en septembre 2028 avec possibilité de renouvellements successifs de dix ans jusqu'à ce que le lieu d'enfouissement technique de Hébertville-Station ait atteint sa durée de vie utile. Le taux de compensation est de 26,32 \$ par tonne pour l'exercice 2024. Les paiements se sont élevés à 1 044 418 \$ pour l'exercice 2024 pour la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et pour Ville de Saguenay.

I) Contribution accordée dans l'entente du programme d'éducation à l'environnement

La Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a signé une entente dans le cadre du programme d'éducation à l'environnement « Pour une ÈRE solidaire » associé au CREDD d'une durée de trois ans expirant le 31 décembre 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 89 750 \$. Les paiements minimums exigibles des deux prochaines années sont les suivants :

Pour 2025 : 44 875 \$

Pour 2026 : 44 875 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre du projet de réaménagement des routes donnant accès aux deux nouveaux secteurs du parc national de la Pointe-Taillon, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs s'engage à verser une somme de 4 600 000 \$ pour des travaux admissibles. À la date des états financiers, 4 328 073 \$ ont été comptabilisés à titre de revenu et un solde de 271 927 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les droits contractuels de la RMR auxquels la MRC participe à 48,43 %

Entente intermunicipale de services relative à l'utilisation du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station

Entente offrant des services d'enfouissement des matières admissibles et recueillies sur les territoires de la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et de la Ville de Saguenay. L'entente est d'une durée de dix ans échéant en septembre 2028 avec possibilité de renouvellement successifs de dix ans jusqu'à ce que le lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station ait atteint sa durée de vie utile.

L'entente prévoit d'abord une compensation pour la collecte résidentielle qui est calculée en fonction du coût à la tonne d'utilisation du site. Le taux de compensation est de 104,72 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Les revenus se sont élevés à 5 007 446 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

L'entente prévoit également une compensation annuelle reliée aux coûts liés à l'obtention des autorisations gouvernementales qui est calculée en fonction du coût à la tonne d'utilisation du site. Le taux de compensation est de 3,02 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Les revenus se sont élevés à 146 166 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

Finalement, l'entente prévoit une compensation pour les frais d'administration reliés à l'entente de 6,45 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Le taux d'indexation de cette compensation est de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 282 811 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

Les cautionnements de la RMR auxquels la MRC participe à 48,43 % sont les suivants :

La Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a émis des lettres de garantie commerciales pour des cautionnements environnementaux d'un montant total de 1 626 000 \$ en date du 31 décembre 2024.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La municipalité régionale de comté est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité régionale de comté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité régionale de comté est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité régionale de comté juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. La municipalité régionale de comté a également jugé que le risque afférent aux prêts consentis dans le cadre du Fonds local d'investissement et du Fonds local de solidarité n'est pas important, puisque les dettes correspondantes feront l'objet d'une radiation d'un montant équivalent à celui des créances irrécouvrables, le cas échéant. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité régionale de comté analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité régionale de comté représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 718 908 \$ (492 709 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 182 211 \$ (91 197 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité régionale de comté au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les prêts, les dépôts à terme et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité régionale de comté n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Les placements en fonds communs de placement exposent indirectement la municipalité régionale de comté au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La municipalité régionale de comté est exposée au risque de prix autre en raison des fonds communs de placement.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10 % est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2024 n'aurait pas été significative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité régionale de comté est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité régionale de comté est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité régionale de comté dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité régionale de comté établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	4 877 178 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Emprunts temporaires	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Dettes à long terme	851 803 \$	7 401 285 \$	2 156 922 \$	2 731 602 \$
Autres passifs financiers	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total	5 728 981 \$	7 401 285 \$	2 156 922 \$	2 731 602 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les placements de portefeuille évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les actifs financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des fonds communs de placement est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture, tandis que celle des obligations est déterminée en fonction des cours acheteurs de clôture.

Fond de roulement

La municipalité régionale de comté possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 75 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	9 027 514	9 568 703	9 726 889		7 217 075
Transferts	4	5 074 098	3 910 923	6 226 624		4 160 122
Services rendus	5	1 659 806	1 563 223	1 565 702		
Imposition de droits	6	2 900	2 500	5 625		
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	565 930	263 048	565 252		712 916
Autres revenus	10	180 971	161 320	127 351		9 505 077
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	16 511 219	15 469 717	18 217 443		21 595 190
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	14 826				
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	14 826				
	22	16 526 045	15 469 717	18 217 443		21 595 190
Charges						
Administration générale	23	2 270 932	2 477 048	2 553 678	99 257	32 735
Sécurité publique	24	306 076	75 579	102 676		
Transport	25	652 483	766 286	790 104		
Hygiène du milieu	26	7 220 908	7 456 130	8 100 325	5 610	20 180 241
Santé et bien-être	27	213 115	199 434	357 437	274	
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 167 805	4 646 198	6 426 840	395 711	
Loisirs et culture	29	92 449	109 164	118 153		
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31					210 456
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	502 741	133 125	500 852 (	500 852)	
	34	16 426 509	15 862 964	18 950 065		20 423 432
Excédent (déficit) lié aux activités	35	99 536	(393 247)	(732 622)		1 171 758
						439 136

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	Total consolidé ¹	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) lié aux activités	1	99 536	(393 247)	(732 622)	1 171 758	439 136
Moins : revenus d'investissement	2	(14 826)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	84 710	(393 247)	(732 622)	1 171 758	439 136
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	502 741	133 125	500 852	2 388 499	2 889 351
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	502 741	133 125	500 852	2 388 499	2 889 351
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	660 803		431 632		431 632
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(213)		91 014		91 014
	15	660 590		522 646		522 646
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	883 739				
Remboursement de la dette à long terme	17	()	()	()	630 979	630 979
	18	883 739			(630 979)	(630 979)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(557 208)	6 000	(259 926)	(771 599)	(1 031 525)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	107 619		480 855	726 807	1 207 662
Excédent de fonctionnement affecté	21	252 128	416 122	377 879		377 879
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 216 155)		(361 479)	(2 238 432)	(2 599 911)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(149 817)	(150 000)	(130 762)		(130 762)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 563 433)	260 122	106 567	(2 283 224)	(2 176 657)
	26	483 637	393 247	1 130 065	(525 704)	604 361
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	568 347		397 443	646 054	1 043 497

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	14 826		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	16 098)(	2 648)(	2 648)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 ()))
Hygiène du milieu	5 (	)	2 649)(	5 979 223)(
Santé et bien-être	6 (	1 354)())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	38 129)())
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	55 581)(	5 297)(	5 979 223)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	516 453)(	254 629)(	254 629)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14			
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	557 208	259 926	771 599
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			71 362
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18			3 477 848
	19	557 208	259 926	4 320 809
	20	(14 826)		(1 658 414)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21			(1 658 414)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 379 883	10 709 631	2 341 699	13 051 330
Débiteurs (note 5)	2	1 523 908	2 156 825	4 597 365	6 754 190
Prêts (note 6)	3	2 241 071	1 973 054		1 973 054
Placements de portefeuille (note 7)	4	13 500	13 500	12 218 153	12 231 653
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	14 158 362	14 853 010	19 157 217	34 010 227
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 866 659	1 667 669	3 209 509	4 877 178
Revenus reportés (note 11)	12	3 911 955	5 155 556		5 155 556
Dettes à long terme (note 12)	13	4 376 066	4 376 066	7 713 321	12 089 387
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	3 729 477	3 598 715	7 081 603	10 680 318
	16	13 884 157	14 798 006	18 004 433	32 802 439
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	274 205	55 004	1 152 784	1 207 788
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 293 512	4 797 956	23 191 171	27 989 127
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			50 590	50 590
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	77 114	59 249		59 249
	23	5 370 626	4 857 205	23 241 761	28 098 966
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 372 709	2 738 333	2 879 995	5 618 328
Excédent de fonctionnement affecté	25	650 707	823 792	2 214 260	3 038 052
Réserves financières et fonds réservés	26	2 178 877	2 540 356	4 751 667	7 292 023
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	5 864 473)(	6 001 728)(	)(	6 001 728)
Financement des investissements en cours	28			(1 066 941)	(1 066 941)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	5 307 011	4 811 456	15 477 848	20 289 304
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			137 716	137 716
	31	5 644 831	4 912 209	24 394 545	29 306 754
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		166 495	166 495	180 644
Autre	2	3 016 813	2 946 331	5 556 134	5 094 522
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		38 672	38 672	36 109
Autres	4	674 292	616 188	1 164 018	1 060 405
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 866 300	3 139 396	13 932 509	10 996 841
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9			205 477	221 011
D'autres organismes municipaux	10			4 979	8 363
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	6 746 195	6 746 194		
Transferts	15	1 410 880	1 782 980	1 312 100	1 147 334
Autres	16	291 149	290 614	1 481 953	1 508 737
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 654 093	1 917 159	4 487 826	4 061 859
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	133 125	500 852	2 889 351	2 623 966
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	70 117	805 184	819 167	368 087
	22	15 862 964	18 950 065	32 058 681	27 307 878

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	195 002	196 605
Autres revenus	3	15 000	15 000
	4	210 002	211 605
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		99 253
Variation de la provision pour moins-value	6	91 014	(99 466)
Autres créances douteuses	7		
	8	91 014	(213)
Autres charges	9	25 592	23 539
	10	116 606	23 326
Excédent (déficit) de l'exercice	11	93 396	188 279
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 498 607	2 369 078
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		4 755
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	2 146 260	2 323 623
Provision pour moins-value	16	(172 567)	(82 552)
	17	1 973 693	2 241 071
	18	4 472 300	4 614 904
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	39 000	275 000
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	4 376 066	4 376 066
	22	4 415 066	4 651 066
Solde du Fonds local d'investissement	23	57 234	(36 162)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	2 459 607	2 094 078
Supportant les engagements de prêts	25	39 000	275 000
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	2 498 607	2 369 078

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts à terme, consentis à des investisseurs et portant intérêt à des taux variant de 3 % à 10 %, échéances et encaissements variables selon les ententes signées avec les bénéficiaires. Les radiations de prêt aux entreprises qui étaient provisionnés l'an dernier totalisent 0 \$ (98 239 \$ en 2023).

Note sur la dette à long terme

Emprunt du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, d'un montant autorisé de 2 391 848 \$, sans intérêt, échéant en 2032, un second emprunt du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, d'un montant autorisé de 1 499 218 \$, sans intérêt, échéant en 2032 et un troisième emprunt du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, d'un montant autorisé de 485 000 \$, sans intérêt, échéant en 2032.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La MRC s'est engagée à participer financièrement dans des projets. .

Nombre de dossiers : 6

Type d'aide : Prêt à terme

Montant total autorisé : 39 000 \$ (montant inclus dans les créditeurs et charges à payer)

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus consistent en revenus de frais de gestion du programme (15 000 \$).

Les autres charges consistent en frais de gestion (15 000 \$) et honoraires professionnels et frais bancaires (10 527 \$) .

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	108 424	96 471
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	4 985	6 492
	3	113 409	102 963
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	32 826	34 589
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	5 837	7 047
	7	38 663	41 636
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪ Subventions OSBL - Sentiers	8.1	45 000	19 610
▪ Rechargement de chemins	8.2	3 365	32 866
▪ Remplacement de ponceaux	8.3	38 925	22 080
▪ Restauration de carrières et sablières	8.4	4 137	79 030
▪ Revenu de transfert - Ponceaux	8.5	(39 484)	(97 130)
▪ Variation des revenus reportés	8.6	22 803	4 871
	9	74 746	61 327
	10	113 409	102 963
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	330 467	322 020
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	59 279	47 200
Provision pour créances douteuses	15	()	()
	16	59 279	47 200
Autres	17		46
	18	389 746	369 266
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	141 756	138 878
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	247 990	230 388
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	389 746	369 266
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer**

Les créditeurs et charges à payer comprennent des comptes à payer à des tiers et à la municipalité régionale de comté.

Note sur les autres revenus reportés**Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 618 328	6 285 577
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 038 052	2 878 135
Réserves financières et fonds réservés	3	7 292 023	8 205 581
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(6 001 728)(	5 864 473)
Financement des investissements en cours	5	(1 066 941)	594 990
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	20 289 304	16 630 092
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	137 716	
	8	29 306 754	28 729 902
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 738 333	3 372 709
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	2 879 995	2 912 868
	11	5 618 328	6 285 577
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Évaluation	12.1	30 000	30 000
▪ Administration générale	12.2	693 792	590 707
▪ Génie civil	12.3	100 000	30 000
	13	823 792	650 707
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Modernisation Centre de Tri	14.1	1 412 352	1 420 718
▪ Remboursement capital	14.2	801 908	806 710
▪ Équipement	14.3		
	15	2 214 260	2 227 428
	16	3 038 052	2 878 135

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ Construction cellule supplémentaire	19.1	549 697	1 209 267
▪ Activités BFS et matières organiques	19.2	450 948	718 713
▪ Modernisation Centre de Tri	19.3	647 115	2 089 680
	20	1 647 760	4 017 660
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	75 000	75 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 416 553	1 223 735
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24	59 589	59 944
Montant non réservé			
Administration municipale	25	5 045	5 045
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	2 460 311	2 098 832
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪ Engagements	30.1	1 627 765	725 365
	31	5 644 263	4 187 921
	32	7 292 023	8 205 581

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	3 598 715)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	3 598 715)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	4 376 066)(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	4 376 066)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	1 973 053
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	2 241 070
Autres		
▪	61.1	
	62	1 973 053
	63 (	6 001 728)(
		2 241 070
		5 864 473)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 5 045	594 990
Investissements à financer	65 (1 071 986)()
	66 (1 066 941)	594 990
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 27 989 127	25 010 515
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69 1 973 054	2 241 071
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 13 500	13 500
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 29 975 681	27 265 086
Ajustements aux éléments d'actif	73 (1 973 056)	(2 241 072)
	74 28 002 625	25 024 014
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (12 089 387)(	12 769 988)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ())
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 4 376 066	4 376 066
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (7 713 321)(	8 393 922)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (7 713 321)(	8 393 922)
	83 20 289 304	16 630 092

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participent la MRC et la RMR sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La part de l'employeur de la MRC est de 8,25 % des salaires bruts pour le personnel cadre et de 6,785 % pour les syndiqués de la MRC. Pour la RMR, la part de l'employeur est de 2,25 % des salaires bruts pour le personnel cadre.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	154 926
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	13 845
	110	168 771

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations définies géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par le règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comporte pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il est un régime à cotisations définies. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par le règlement du gouvernement.

	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	7 519
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 340
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	
	121	25 340

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			43 794
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	1 570	1 570	82 412
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	12 700	202 276	191 467
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		594 790	708 247
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		3 565 332	2 707 008
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			365 404
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	51 200	143 881	78 496
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79		250 329	250 329
Rénovation urbaine	80	45 000	775 709	392 522
Promotion et développement économique	81	80 287	373 324	433 043
Autres	82		1 365 601	1 071 246
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	92 114	79 829	18 640
Réseau d'électricité	86			
	87	281 301	3 192 519	6 092 279

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			14 826
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128			14 826

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	1 739 611	1 739 611	1 712 359
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134	80 000	76 897	30 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135	50 000	50 000	50 000
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 565 011	733 114	723 990
Autres	138	195 000	434 483	296 129
	139	3 629 622	3 034 105	2 762 478
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 910 923	6 226 624	8 869 583

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142	13 500	13 500	13 000
Autres	143		29 350	1 931
	144	13 500	42 850	14 931
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	618 000	618 000	598 480
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	618 000	618 000	598 480
595 101				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	40 992	40 992	47 152
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			4 034
Autres	177			
	178	40 992	40 992	51 186
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	631 500	701 842	682 322
				661 218

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	87 500	80 944	8 610
Autres	187			
	188	87 500	80 944	8 610
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	844 223	782 916	777 029
	224	844 223	782 916	777 029
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228			
Réseau d'électricité	229			
	230	931 723	863 860	785 639
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 563 223	1 565 702	1 467 961
				907 023

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	2 500	5 625	2 900
	236	2 500	5 625	2 900
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	263 048	565 252	1 149 999
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	158 320	95 319	172 063
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	3 000	32 032	8 561 253
	250	161 320	127 351	8 733 316
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	387 320	365 521		365 521	398 256	379 605
Grefe et application de la loi	2	14 850	83 785		83 785	83 785	10 180
Gestion financière et administrative	3	1 256 847	1 298 779	95 577	1 394 356	1 322 022	1 212 888
Évaluation	4	697 000	681 735	3 680	685 415	685 415	598 882
Gestion du personnel	5	120 976	123 800		123 800	123 800	131 078
Autres							
▪	6.1	55	58		58	58	48
	7	2 477 048	2 553 678	99 257	2 652 935	2 613 336	2 332 681
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	10 020	10 015		10 015	10 015	150 016
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	35 509	39 373		39 373	39 373	124 592
Sécurité civile	11	30 050	53 288		53 288	53 288	31 468
Autres	12						
	13	75 579	102 676		102 676	102 676	306 076
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	766 286	787 025		787 025	781 138	634 283
Enlèvement de la neige	15		3 079		3 079	3 079	
Éclairage des rues	16						
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18						
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	766 286	790 104		790 104	784 217	634 283

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		5 610	5 610	5 610	6 153
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25				598 418	553 934
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 021 536	2 021 698	2 021 698	2 214 525	2 152 399
Élimination	28	494 501	506 513	506 513	8 230 926	7 111 959
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	478 969	478 330	478 330	1 452 897	1 463 788
Tri et conditionnement	30	500 146	500 236	500 236	3 124 526	2 899 053
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 136 384	1 136 256	1 136 256	1 105 547	1 098 788
Traitement	32	612 152	611 913	611 913	991 192	845 667
Matériaux secs	33	1 315 034	1 315 056	1 315 056	1 323 997	1 316 352
Autres	34	840 695	840 758	840 758	959 356	395 519
Plan de gestion	35	16 327	16 311	16 311	388 853	15 905
Autres	36					
Cours d'eau	37	29 540	160 009	160 009	160 009	23 639
Protection de l'environnement	38	10 846	513 245	513 245	513 245	56 090
Autres	39					
	40	7 456 130	8 100 325	5 610	8 105 935	21 069 101
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	199 434	357 437	274	357 711	213 386
	45	199 434	357 437	274	357 711	213 386

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	284 124	262 385	374 166	636 551	636 551	670 060
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	140 025	134 583		134 583	134 583	18 185
Autres biens	48	98 227	803 086		803 086	803 086	429 166
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	886 881	1 303 832		1 303 832	1 303 832	1 122 296
Tourisme	50	789 620	826 691		826 691	826 691	698 778
Autres	51	463 321	674 143		674 143	674 143	429 151
Autres	52	1 984 000	2 422 120	21 545	2 443 665	2 424 145	2 192 747
	53	4 646 198	6 426 840	395 711	6 822 551	6 803 031	5 560 383
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	400					100
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 000	2 760		2 760	2 760	5 250
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57						
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	36 000	54 330		54 330	54 330	41 580
	61	38 400	57 090		57 090	57 090	46 930
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	69 614	60 703		60 703	60 703	44 809
Bibliothèques	63						
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	1 150	360		360	360	710
Autres	66						
	67	70 764	61 063		61 063	61 063	45 519
	68	109 164	118 153		118 153	118 153	92 449

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70					210 456	229 374
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73						
	74					210 456	229 374
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	133 125	500 852 (	500 852)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	9
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	10
Analyse de la rémunération non consolidée	11
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	12
Frais de financement non consolidés par activités	13
Rémunération des élus	14

Autres renseignements

Questionnaire	15
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		5 340 811	804 981
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		135 017	
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	5 297	65 614	346 049
Machinerie, outillage et équipement divers	19		297 160	17 784
Terrains	20			
Autres	21		145 918	107 819
	22	5 297	5 984 520	1 276 633

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5		5 340 811	804 981
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	5 297	643 709	471 652
	12	5 297	5 984 520	1 276 633

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	8 393 922		680 601	7 713 321
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	8 393 922		680 601	7 713 321
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	2 241 071	254 628	522 645	1 973 054
Autres	17	2 134 995	268 017		2 403 012
	18	4 376 066	522 645	522 645	4 376 066
	19	12 769 988	522 645	1 203 246	12 089 387
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	12 769 988	522 645	1 203 246	12 089 387

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	4 376 066
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	4 376 066
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	5 045
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	(5 045)

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	7 713 321
	14	7 708 276

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 708 276

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 708 276
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
93042	Ville d'Alma	1.1	4 503 569
93055	Municipalité de Labrecque	1.2	196 031
93025	Village d'Hébertville-Station	1.3	165 850
93020	Municipalité d'Hébertville	1.4	329 911
93005	Ville de Desbiens	1.5	150 569
93065	Paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	1.6	282 439
93060	Municipalité de Lamarche	1.7	90 982
93045	Municipalité de Saint-Nazaire	1.8	241 559
93075	Municipalité de Sainte-Monique	1.9	147 071
93080	Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1.10	103 980
93070	Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	1.11	159 638
93035	Municipalité de Saint-Gédéon	1.12	383 979
93030	Municipalité de Saint-Bruno	1.13	352 508
93012	Ville de Métabetchouan–Lac-à-la-Croix	1.14	600 190
		2	7 708 276

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 297	55 581
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 297	55 581

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
	1.1	8 294 940
	2	8 294 940
Certaines municipalités		
	3.1	1 431 949
	4	1 431 949
	5	9 726 889

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	652 000	652 000	560 700
Autres	3	175 000	175 000	143 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	5			
Autres	6			
Sécurité civile	7			
Autres	8			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	9			
Enlèvement de la neige	10			
Autres	11			
Transport collectif	12			
Autres	13			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14			
Réseau de distribution de l'eau potable	15			
Traitement des eaux usées	16			
Réseaux d'égout	17			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	18	2 666 037	2 666 037	2 630 005
Matières recyclables	19	4 889 706	4 889 710	4 630 256
Autres	20			
Cours d'eau	21		158 989	
Protection de l'environnement	22			
Autres	23			
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	24			
Autres	25			
Autres	26			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	27	22 000	21 193	20 397
Rénovation urbaine	28			
Promotion et développement économique	29	1 163 960	1 163 960	1 043 156
Autres	30			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	31			
Activités culturelles				
Bibliothèques	32			
Autres	33			
	34	9 568 703	9 726 889	9 027 514

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,03	35,00	9 151,00	683 215	115 332	798 547
Professionnels	2	13,47	35,00	24 510,75	1 227 175	229 651	1 456 826
Cols blancs	3	10,14	35,00	18 461,50	930 905	265 351	1 196 256
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	28,64		52 123,25	2 841 295	610 334	3 451 629
Élus	9	19,00			271 531	44 526	316 057
	10	47,64			3 112 826	654 860	3 767 686

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	6 226 624				6 226 624
	7	6 226 624				6 226 624

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité	42		
	43		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lucien Boily	1.1 Conseiller	129	65		
Sylvie Beaumont	1.2 Préfet suppléant	11 529			
Frédéric Tremblay	1.3 Conseiller	6 050	3 025		
Louis Ouellet	1.4 Préfet	81 925	11 461		
Marc Laliberté	1.5 Maire	3 724	1 862		
Jean Tremblay	1.6 Conseiller	5 920	2 960		
Alain Fortin	1.7 Conseiller	7 686	3 843		
Evans Potvin	1.8 Conseiller	258	129		
Louis Harvey	1.9 Conseiller	258	129		
Marc Richard	1.10 Maire	8 073	4 037		
François Claveau	1.11 Maire	5 533	2 766		
André Fortin	1.12 Maire	9 300	2 422		
Émile Hudon	1.13 Maire	6 179	3 089		
Mario Desbiens	1.14 Maire	8 073	4 037		
Audrée Villeneuve	1.15 Conseiller	5 791	2 896		
Laval Fortin	1.16 Maire	6 179	3 089		
Michel Bergeron	1.17 Maire	5 791	2 896		
Michel Claveau	1.18 Maire	6 050	3 025		
Johanne Lavoie	1.19 Maire	7 944	3 972		
Marie-Josée Larouche	1.20 Maire	6 179	3 089		
Louis Leclerc	1.21 Conseiller	5 920	2 960		
Yves Gilbert	1.22 Conseiller	388	194		
Bianka Villeneuve	1.23 Conseiller	258	129		
Ginette Sirois	1.24 Maire	6 050	3 025		
Sylvain Maltais	1.25 Conseiller	775	388		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	75 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	193 402 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	15 000 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	91 014 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	10 592 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 048 607 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	2 107 760 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	172 567 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	39 000 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	3 891 066 \$
Ligne 24 : Libres	20	2 052 107 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	39 000 \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____ 1 600 \$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____ 15 000 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____ 15 000 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____ 450 000 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____ 38 500 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____ \$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	38	_____ 39 000 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____ 485 000 \$
Ligne 24 : Libres	41	_____ 407 500 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____ 39 000 \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____ \$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-11-18

Nom du signataire : CYNTHIA TARDIF

Fonction du signataire : DIRECTRICE GÉNÉRALE GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE

Date de transmission au Ministère : 2025-11-25

Date et heure de la dernière modification : 2025-11-25 15:13